

Dans le n° 79 - Avril 2017 - Interview

## Ce que le secteur attend des candidats à l'Élysée

Par Nadia Graradji



Romain Gilzome,  
directeur de l'AD-PA.



Claudy Jarry,  
président de la FNADEPA.



Didier Sapy, directeur  
général de la FNAQPA.

**A l'occasion de la campagne présidentielle, Géroscopie poursuit son tour des fédérations (AD-PA, FNADEPA, FNAQPA) du secteur pour recueillir leurs attentes. Si de l'avis de tous, la loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) a permis des avancées, il reste néanmoins beaucoup à faire.**

Romain Gilzome, directeur de l'AD-PA

" Les candidats n'ont pas pris la mesure des enjeux du vieillissement "

" Les propositions des candidats à l'Élysée pour la question de la perte d'autonomie des personnes âgées manquent d'ambition, d'audace et sont floues pour certaines. Aucun n'a pris la mesure des enjeux du vieillissement. Et pourtant 21 000 personnes âgées sont décédées de la grippe cet hiver dans l'indifférence générale, les aidants sont épuisés et la situation des professionnels des services d'aide à domicile et des EHPAD se dégrade chaque jour davantage. L'AD-PA attend toujours que l'âgisme soit reconnu comme une discrimination majeure. Nous souhaitons la mise en place d'une prestation universelle autonomie pour augmenter le nombre de professionnels à domicile et en établissement, et diminuer le reste à charge pour les personnes âgées. Ce n'est pas et plus une question de faisabilité, le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE), dans son avis unanime de 2011, en a tracé les perspectives concrètes et réalistes. Pour les pouvoirs publics, c'est un engagement social, des dépenses qui

permettent ensuite des ressources. Cette prestation autonomie est finançable, applicable à condition d'avoir une réelle volonté politique ! "

Claudy Jarry, président de la FNADEPA

"La priorité, c'est de ne pas réinventer l'histoire"

" La loi d'adaptation de la société au vieillissement (ASV) a permis d'amorcer un projet sociétal, transversal et une approche interministérielle de la problématique. La priorité, c'est de ne pas réinventer l'histoire. Malgré les avancées, la loi ASV manque de moyens. Les axes posés ne sont pas financés à la hauteur des besoins. On attend que le volet domicile soit mieux financé. Le volet EHPAD n'a pas vu le jour dans la loi alors qu'il était prévu dans la deuxième partie du quinquennat. Plusieurs points restent à régler : le reste à charge, la réforme de l'aide sociale, le financement de la dépendance. On laisse croire aux Français qu'ils n'ont que deux choix possibles : la solidarité nationale ou l'assurantiel. Or, la prise en charge de des dépenses de santé repose à la fois sur l'Assurance-maladie et les mutuelles. Le financement de la perte d'autonomie pourrait également s'appuyer sur cette même logique d'un système hybride. En somme, une approche solidaire pour les personnes âgées aux revenus les plus modestes et un système mixte pour les autres. "

Didier Sapy, directeur général de la FNAQPA

"Le secteur a besoin d'une révolution et pas seulement d'une évolution"

"La loi ASV a apporté un certain nombre de progrès mais les attentes restent très fortes sur les politiques publiques pour les années qui viennent et pas seulement sur le financement de la dépendance. Pour les EHPAD, on a besoin d'une révolution et pas seulement d'une évolution. Il faut revoir complètement le modèle global de l'EHPAD, et enfin arbitrer entre lieu de vie et lieu de soin. L'évolution récente sur les établissements grâce à la loi ASV ne résout pas la question de l'hébergement. Il reste également à trouver les solutions pour assurer la solvabilisation des personnes âgées et se pencher sur la réforme de l'aide sociale. Le marronnier du Cinquième risque, on y croit plus ! Certains candidats à l'élection présidentielle le proposent dans leur programme mais sans en définir le financement. Quant au "tout assurance", ce n'est pas un modèle pertinent. Dans la réalité des faits, cela ne fonctionnera pas. Les volumes de population concernés sont trop importants et les assureurs ne maîtrisent pas le risque. "

Nadia Graradji